

DOSSIER DE PRESSE

Salon de l'agriculture

Agriculture : quelles conversions ?

Délégation d'évêques au Salon de l'agriculture

Lundi 29 février 2016



Sommaire du dossier de presse

Édito de Mgr Philippe Mousset « La crise agricole, nous sommes tous concernés »Page 1

Les évêques et la crise agricolePage 4

Acteurs de terrain

La mission en monde ruralPage 8

Chrétiens en monde ruralPage 9

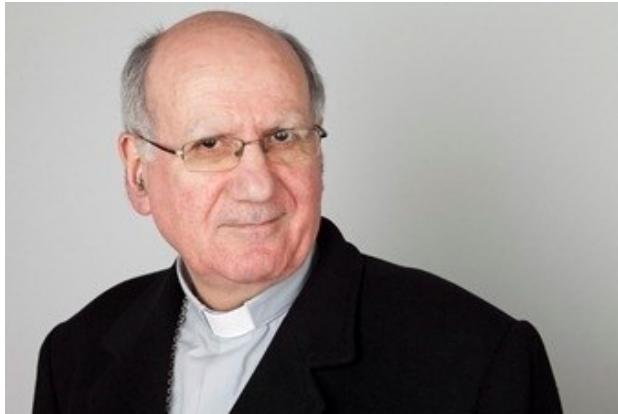
Le Mouvement rural de jeunesse chrétiennePage 10

Annexes

- Tribune des évêques de la province de Rennes
- « Pour une éthique agricole rurale », message du CMR
- « Notre regard sur la crise agricole », message du MRJC
- « Pour que les agriculteurs puissent vivre et travailler dignement au pays », regard et analyse du MRJC, CMR et CCFD des Côtes-d'Armor
- Témoignage d'un agriculteur

Contact presse

Constance PLUVIAUD
01 72 36 68 42—07 62 08 00 59
constance.pluviaud@cef.fr



Édito de Mgr Mousset

Évêque de Périgueux et Sarlat

« La crise agricole, nous sommes tous concernés »

Par la prise de parole de Mgr Philippe Mousset évêque de Périgueux et Sarlat, accompagnateur de la mission rurale pour la Conférence des évêques de France, l’Église de France manifeste sa proximité et son soutien aux agriculteurs qui, bien souvent, sont dans des situations difficiles. Plus largement, c’est son attention au monde rural qu’elle veut réaffirmer.

Ma formation et mon itinéraire m’ont largement sensibilisé aux réalités et aux difficultés du monde agricole. Ma responsabilité, ma mission d’évêque de ce beau diocèse du Périgord et d’évêque accompagnateur de la Mission Rurale pour l’Eglise de France me conduisent, avec de nombreux évêques, à demeurer plus que jamais attentif aux joies et aux peines, aux souffrances et aux espoirs du monde rural.

Des experts disaient, il y a quelques années, que le plus dur de la crise était passé. Or, la crise agricole est toujours là, profonde et complexe. Dans le monde agricole, il y a des réalités très diverses qui ne sont pas toutes atteintes de la même façon par cette crise. Force est de constater que beaucoup d’agriculteurs souffrent et s’inquiètent pour leur avenir. Personne ne peut se résigner à un avenir incertain pour l’agriculture avec tout ce qu’elle représente, dans sa noble mission de chercher à offrir une nourriture de qualité, la plus accessible possible à tous, dans son souci de protection de l’environnement et de la biodiversité, et de contribuer à l’entretien de ces espaces ruraux auxquels nous sommes tant attachés.

Quelle société voulons-nous et que voulons-nous pour notre société ?

Ces inquiétudes-là ne sont pas isolées. Plus largement, elles sont l’écho des inquiétudes de notre société désemparée face à la complexité des problèmes qui prennent une **dimension internationale**, ce qui renforce ainsi le sentiment d’impuissance. Si les problèmes des agriculteurs ont leurs particularités, ils ne concernent pas seulement cette catégorie sociale. D’une certaine manière, leurs questions sont aussi les nôtres et nous interrogent plus profondément : quelle société voulons-nous et que voulons-nous pour notre société ? Quelles concertations nécessaires pour que les processus de l’économie de marché soient davantage maîtrisés au niveau de l’Europe et du monde, au niveau de nos régions et de nos départements ? **Quelles actions et quels engagements possibles de notre part ? Car nous sommes tous concernés !**

La crise nous oblige à regarder autrement pour chercher de nouvelles voies et de nouvelles formes d’engagement, en misant sur des expériences positives et en exerçant notre discernement pour sortir de celles qui s’avèrent négatives. L’Église est interpellée aujourd’hui par la situation des agriculteurs parce que cela fait partie de sa mission et de sa vocation, pour que les processus économiques demeurent au service de l’homme.

Des organisations multiples existent dans le monde agricole. Leur exigence majeure est d’accompagner les changements, les mutations en cours, d’aider à les comprendre pour mieux les affronter. Certainement que le défi est de ce côté-là : accompagner et trouver de nouvelles formes d’engagement. Comment sensibiliser à une meilleure connaissance de ce travail de terrain qui se vit et de tous ces efforts consentis ?

On ne le sait pas assez : au milieu même de ce qui s'effondre, se défait, se développent aussi des solidarités, des initiatives qui ouvrent des perspectives nouvelles, fragiles souvent mais réelles. Il y a tout un travail qui se fait pour créer du lien en suscitant des espaces de rencontre, pour encourager ceux et celles qui sont découragés.

C'est la mission de l'Eglise de participer, d'une manière ou d'une autre, même modestement, à ce travail de liens entre les personnes, dans le respect des particularités et des différences.

C'est ce que nous rappelle le pape François quand il écrit : *"La grande richesse de la spiritualité chrétienne, générée par vingt siècles d'expériences personnelles et communautaires, offre une belle contribution à la tentative de renouveler l'humanité. [...] La spiritualité chrétienne propose une autre manière de comprendre la qualité de vie, et encourage un style de vie prophétique et contemplatif, capable d'aider à apprécier profondément les choses sans être obsédé par la consommation."*

Alors, posons-nous ces questions : quels espaces de rencontres proposés pour mieux comprendre et manifester notre attention, notre solidarité, notre soutien au monde agricole et plus largement au monde rural ... ? Comment être mieux informés de ce qui s'y vit ?

Et je voudrais terminer en citant de nouveau le pape François, dans l'encyclique *Laudato si* (*Loué sois-Tu !*), qui appelle tous les hommes de bonne volonté à développer l'écologie intégrale pour la sauvegarde de la maison commune et de ce qui est faible, fragile : *"Si nous approchons de la nature et de l'environnement sans cette ouverture à l'étonnement et à l'émerveillement, si nous ne parlons plus le langage de la fraternité et de la beauté dans notre relation avec le monde, nos attitudes seront celles du dominateur, du consommateur ou du pur exploiteur de ressources, incapable de fixer des limites à ses intérêts immédiats."*

+ Philippe Mousset

Évêque de Périgueux et Sarlat,

Accompagnateur de la Mission Rurale

Pour la Conférence des évêques de France,

Membre du Conseil pour les Mouvements

Et Associations de Fidèles

Cf. l'Encyclique du pape Benoît XVI, L'Amour dans la vérité (Caritas in veritate), n°21.

Pape François, Encyclique "Loué sois-Tu", mai 2015, n°216 et 222.

Ibid. n°11.

Les évêques et la crise agricole



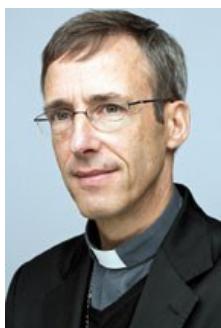
Mgr Hervé Gaschignard, évêque d'Aire et Dax

Depuis plusieurs semaines, une crise sérieuse frappe la filière avicole du Sud-Ouest de la France. Elle atteint de nombreux professionnels dans notre département et s'inscrit dans le malaise plus vaste du secteur agricole en France. Cette situation frappe et inquiète aussi des membres de nos communautés chrétiennes. Avec eux, avec le conseil diocésain de la solidarité, je partage une vraie préoccupation et une volonté de soutien effectif pour traverser cette crise et rechercher un avenir plus serein.

Cette crise avicole stimule notre réflexion sur les dimensions écologiques de notre foi chrétienne. Elle est un signe des dérèglements de la création, de

l'environnement. Dans la récente encyclique Laudato si, le Pape François a invité tous les hommes à trouver des chemins plus responsables, à modifier leurs comportements, à développer une écologie intégrale qui place l'homme, comme personne, au centre de toutes nos préoccupations et qui respecte mieux la création. Je souhaite que ce texte puisse être largement diffusé et approfondi avec tous ceux qui mesurent cette dimension de la crise actuelle.

Je n'oublie pas que notre foi chrétienne peut nous engager vers d'autres activités humaines. Je remercie tous les chrétiens qui, dans les domaines de la famille, de l'éducation, de la santé, du travail, et de l'action politique, s'engagent résolument pour construire un monde plus fraternel et témoigner de Jésus-Christ. Le carême et le temps pascal sont des temps favorables pour renouveler notre ardeur au service des personnes les plus vulnérables, les plus éprouvées.



Mgr Olivier de Germay, évêque d'Ajaccio

Avec d'autres, les évêques de France sont préoccupés par la crise agricole et les difficultés que connaît le monde rural dans notre pays. La surproduction, la chute des cours, le travail à perte, le sentiment d'être tenus pour responsables de la dégradation de l'environnement, les exploitations qui ferment, la lourdeur de la fiscalité... tout cela engendre un profond désarroi.

En Corse aussi les difficultés ne manquent pas. Le monde rural connaît une désertification grandissante et préoccupante. Pourtant, en rendant presque impossible une industrialisation de l'agri-

culture, la configuration géographique de l'Île a favorisé l'émergence d'un modèle de développement plus harmonieux. Le choix a été fait de préférer la qualité à la quantité en réinvestissant les savoir-faire agro-pastoraux traditionnels. Cette option semble séduire des jeunes fortement attachés à la préservation de l'identité corse.

Elle a surtout l'avantage de pouvoir plus facilement concilier productivité et respect de l'environnement, tourisme et agriculture. Même si cela reste un défi, une opportunité se présente pour développer l'agriculture dans le cadre d'une vision globale qui n'oppose pas rentabilité, qualité de vie, soutien du tissu social et écologie.



Mgr Philippe Ballot, archevêque de Chambéry, Maurienne et Tarentaise

« *Parmi les pauvres les plus abandonnés et maltraités, se trouve notre terre opprimée et dévastée* », écrit notre pape dans les premières lignes de sa belle encyclique « *Loué sois-Tu* ». Il n'est pas exagéré de dire que le modèle agricole, que nous avons épousé, en France comme ailleurs, même s'il n'est pas uniforme, opprime et dévaste.

Il opprime, pour commencer, de nombreux producteurs. Meurtris par le fait, pour beaucoup d'entre eux, de ne pas pouvoir vivre décemment d'un travail pourtant lourd et souvent pénible. Et ceci en dépit du fait que leurs concitoyens subventionnent leur activité à hauteur d'une dizaine de milliards d'euros tous les ans, les exploitations professionnelles bénéficiant de 34 500 euros d'aides en moyenne. Mais loin de soutenir une « *agriculture citoyenne* », ces aides mal réparties et peu soumises à conditions environnementales entretiennent un système de plus en plus socialement et écologiquement dévastateur.

Où en sommes-nous alors ? Que faire ? On peut encore éviter une agriculture industrielle qui ne se concentrerait que sur une dizaine de départements. Pour cela « *Sécurité alimentaire, aménagement du territoire, préservation de la biodiversité* » doivent être tenus ensemble par nos agriculteurs.

C'est une conversion sociale et écologique de notre système agroalimentaire qui appelle une refondation du lien qui unit agriculteurs et consommateurs, du lien qui nous relie à la terre. C'est une conversion à laquelle invite l'encyclique du pape François et avec laquelle, je suis totalement en phase, déjà comme fils d'agriculteur mais aussi comme savoyard que je suis en train de devenir, car notre agriculture savoyarde va dans ce sens, elle qui est basée sur une recherche délibérée de qualité avec un secteur coopératif qui reste développé, elle qui innove sans arrêt et qui valorise les réalités locales.

Il est vrai que le tourisme, bien présent dans le département, aide à ce type de développement de qualité. Nous y sommes tous appelés sur le territoire français.



Mgr Laurent Le Boulc'h évêque de Coutances

La question de l'avenir des agriculteurs n'est pas seulement un enjeu pour notre économie. Elle a à voir avec nos paysages, l'animation des territoires ruraux, notre environnement, notre alimentation, notre culture nationale et européenne, notre solidarité internationale et notre civilisation rurale. Personne ne devrait se désintéresser du sort du monde rural, encore moins dans le département de la Manche tellement façonné par le travail de la terre. La crise agricole que nous traversons nous donc concerne tous.

Quelles contributions possibles de l'Eglise ?

La crise du rural appelle un surcroît de dialogue et de solidarité dans la vérité de l'écoute et de la parole. Dans cet appel, les baptisés et les communautés d'Eglise ont leurs responsabilités à mettre à l'œuvre.

L'Eglise peut offrir sa contribution en ouvrant des espaces d'échanges de paroles libres, responsables et constructives, en soutenant fraternellement les uns et les autres dans l'amitié et la prière, en favorisant des relations dans la communauté chrétienne et dans la société et en interpellant les responsables selon les axes de l'Evangile et de la doctrine sociale.



Mgr Laurent Percerou, évêque de Moulins

Je rencontre beaucoup d'agriculteurs dans mes déplacements à travers le diocèse. Ces hommes et ces femmes sont passionnés par leur métier et ils travaillent dur, il y a peu de place aux loisirs dans leur emploi du temps et la vie de famille n'est pas toujours simple ! Comme ils le disent souvent : « c'est une vocation, pas un métier ! »

Cette belle vocation qui les anime se heurte à bien des obstacles : la crise économique européenne et la compétition entre les états membres, l'évolution des habitudes alimentaires, la pression de lobbies industriels, le poids des normes appliquées sans discernement, l'effacement des valeurs de la ruralité... Autant d'obstacles qui occasionnent une baisse des cours des produits agricoles et donc une baisse importante des revenus, le sentiment aujourd'hui partagé par bon nombre d'agriculteurs d'être une

simple valeur d'ajustement dans la course au profit de l'industrie agro-alimentaire, la colère de ne pas être reconnu comme des acteurs de premier plan dans le développement économique et social de notre pays.

Pourtant, les atouts sont là et je suis témoin de la créativité de nombreux agriculteurs pour produire toujours mieux, se diversifier, encourager la mutualisation des moyens et s'organiser pour trouver des solutions novatrices...

Comment notre société peut-elle entendre ce mal-être de l'agriculture et y répondre ? Non pas seulement par des solutions à court terme, mais en s'interrogeant sur la manière dont elle cherche le bien commun, dans le souci du service de l'homme, la reconnaissance de ce qu'il apporte à la collectivité et un juste soutien aux projets légitimes qui l'anime. Une Église diocésaine, en raison des relais dont elle dispose, peut aider à mener cette réflexion avec les acteurs de la ruralité. Je le souhaite en tout cas pour le Bourbonnais !



Mgr François Fonlupt, évêque de Rodez

Depuis les visites pastorales qui m'ont permis de découvrir le territoire de l'Aveyron, l'idée était dans mon esprit de venir une année au Salon de l'Agriculture pour y retrouver celles et ceux de cette terre du Rouergue qui savent en faire surgir les meilleurs produits. L'initiative de la délégation d'évêques se rendant ensemble au Salon m'en donne cette année l'opportunité, même si je regrette que notre visite se déroule la veille de la Journée de l'Aveyron !

L'activité agricole est très présente en Aveyron avec, dans une variété de territoires, une grande diversité de productions et de manières de produire. Ils sont nombreux hommes et femmes à avoir travaillé à l'évolution de leur activité pour continuer à valoriser cette terre riche en histoire, et en évolutions. Sans oublier la vigne, c'est aujourd'hui principalement une activité d'élevage qui se développe de manière diversifiée entre les filières ovines, bo-

vines, caprines et porcines. Cela à travers différents circuits plus ou moins courts de transformation et de commercialisation.

Entre les exploitations très équipées pour une agriculture plus intensive, et celles qui recherchent une pertinence à travers des circuits courts, les réalités sont très variées. Beaucoup proposent un produit pertinent grâce à sa grande qualité. D'autres, insistent sur le lien aux consommateurs (AMAP) et l'échange de proximité. Les hommes et les femmes qui vivent de cette activité sont solides, convaincus, ils savent en rendre compte et exprimer les raisons qui font qu'ils s'y sont investis. Cela avec une vraie passion qui continue à se transmettre entre générations.

Ce n'est pas rien de pouvoir rendre compte du domaine dans lequel on est investi avec une telle force. Bien des salariés pourraient en rêver. Des questions lourdes sont aussi présentes : engrenage dans un système, endettement, solitude, risque d'isolement ...

Comment trouver la bonne échelle d'organisation ? Où sont les personnes qui peuvent travailler à cette mise en œuvre ?

Quels sont aussi les lieux, qui ne soient pas que techniques et professionnels, lieux d'échange de partage et de réflexion, attendus pour que chacun mesure qu'il a sa place et est effectivement reconnu.

Car, derrière cela, transparaît une attente forte de reconnaissance, de dignité. Celle-ci doit pourvoir passer par une plus juste rémunération de travail accompli plus que par des primes venant équilibrer des revenus aléatoires.

Nous savons que cela touche à des décisions politiques complexes, mais tout autant sans doute à nos choix de consommateurs.



Mgr Denis Moutel, évêque de Saint-Brieuc

Dans le diocèse de Saint-Brieuc, ce sont les prêtres qui m'ont rendu attentifs à la vie des agriculteurs et de leurs familles. A la faveur de visites pastorales ou de la célébration de la confirmation, j'avais pu en rencontrer quelques uns. Les inquiétudes sont grandes. En effet, les agriculteurs sont confrontés à des déséquilibres de plus en plus angoissants entre les charges, les investissements, l'impact des normes d'une part, rapportés à la baisse très importante des prix du marché (prix de vente) d'autre part.

Ils disent comment ils ne se sentent pas payés de leurs efforts très importants, notamment pour adapter les exploitations aux nouvelles normes environnementales. Ils vivent durement le fait de ne recevoir actuellement aucun revenu pour leur travail, cela depuis plusieurs mois. Qui accepterait de travailler pour rien ? C'est une question de justice et de dignité.

Plus généralement, c'est l'équilibre des territoires qui peut être atteint, car l'agriculture génère de nombreux emplois et constitue une activité essentielle du développement économique en Bretagne: que deviendra notre région sans les agriculteurs ?

Ils ont conscience de la nécessité d'envisager des évolutions dans l'organisation des productions. Ils aspirent à un dialogue plus important et à certains regroupements. Ils posent la question : quelle agriculture voulons-nous pour demain ? Il manque des lieux de dialogue pour parler sur le fond, au-delà des échanges techniques et de court terme.

Les évêques ne sont évidemment pas des techniciens de l'agriculture ni des décideurs politique ; mais nos interlocuteurs ont apprécié cet échange qui était différent de leurs conversations habituelles.



La mission en monde rural

La Mission Rurale est un service de l'Eglise de France. Elle a reçu la charge de soutenir la mission de l'Eglise dans le milieu rural auprès de ses divers acteurs pastoraux à travers les diocèses, mouvements, services, congrégations, communautés et de sensibilités variées.

Elle comprend le Carrefour de l'Eglise en Rural (CER) qui est composé des Mouvements et Congrégations religieuses et familles spirituelles inspirés de la pédagogie de l'Action Catholique (Voir-Juger-Agir) ...

Elle met en œuvre des moyens pour :

- **Être à l'écoute, soutenir, favoriser la réflexion, la formation et la communication** pour et entre les différents acteurs d'Église en rural (Diocèses, missions rurales, responsables diocésains de pastorale rurale,...)
- **Collaborer, soutenir et/ou valoriser les initiatives en direction des populations en rural vivant des réalités difficiles** comme les populations délaissées des « zones Hyper rurales » ou les jeunes en milieu populaire.
- **Organiser régulièrement des rencontres nationales** pour des vicaires épiscopaux, des délégués diocésains pour le monde rural, des DMAF (Délégués pour les mouvements et associations de fidèles) ou des diacres en rural.
- **Favoriser et s'engager dans le « partage des joies et des peines, des luttes et des espoirs des femmes et homme de ce temps »** du monde rural et participe à l'annonce de l'Evangile.

Cette année, 4 priorités concentrent l'attention de la Mission Rurale :

- **Une enquête dans chaque diocèse** sur les réalités socioéconomiques, agricoles et sur les initiatives pastorales en rural et « hyper-rural » !
- **La constitution d'une base de données** (avec un site hébergé par celui de la Conférence des évêques de France) pour une compréhension sociologique du rural pour de nouveaux acteurs et un partage d'expérience et de moyens...
- **L'organisation d'une session pour des responsables de la Pastorale Rurale en février 2016** à partir des initiatives d'aujourd'hui et le soutien d'une dizaine de groupes de travail qui en ont découlé...
- **Auprès des agriculteurs en situation précaire et dramatique** (dont des jeunes) de même que les populations fragilisées en Hyper-rural ou comme nouveaux arrivants déracinés...

Contacts à la Pastorale rurale

Abbé Xavier DE ZUTTER
Délégué national

Mme Christiane LECOQ-PIEL
Déléguée nationale adjointe
christiane.lecoq-piel@cef.fr
rural@cef.fr

Acteurs de terrain



Le CMR a pour but de promouvoir le vivre ensemble, la fraternité et les solidarités en rural au travers d'une vie d'équipe et de rencontres ponctuelles en vue de contribuer à la transformation de la société.

Issu du catholicisme social et des mouvements humanistes, il propose:

- une spiritualité de la solidarité et de la fraternité,
- des lieux d'échanges, de formation, de partage avec une approche éducation populaire (échanges de vécus, apports d'éléments d'analyse, outils de discernement),
- un encouragement à participer avec d'autres, à des actions pour le développement de tous (interpellation d'élus, sensibilisation, espaces de dialogue...).

Fondé par la JAC en 1939, le mouvement compte 10000 membres répartis en 900 équipes de base et 84 fédérations départementales animées par des bénévoles et 40 salariés locaux.

À l'image de l'évolution des territoires ruraux, le CMR n'est plus majoritairement composé d'agriculteurs. Toutefois, il demeure un des rares lieux où ils peuvent échanger entre eux et avec des non agriculteurs sur l'évolution et les difficultés de leur profession.

La rencontre au sein des équipes locales d'habitants du monde rural issus ou non du milieu agricole permet de développer une analyse spécifique de la question agricole, s'enrichissant de l'approche de non-agriculteurs. Le CMR travaille également avec d'autres afin d'apporter ses éclairages propres et de contribuer à des analyses, prises de position et actions de plaidoyer collectives.

Contact

CMR - Chrétiens dans le monde rural
9, rue du général Leclerc - 91230 MONTGERON
01 69 73 25 25

cmr@cmr.cef.fr



Acteurs de terrain

Le Mouvement rural de jeunesse chrétienne est géré et animé par des jeunes de 13 à 30 ans et organisé du local à l'international. Le MRJC représente 10 000 militants venus de toutes les campagnes de France, rassemblés par petites équipes, autour de projets au service de nos villages et des territoires. S'investir dans la vie locale, faire des propositions et exercer pleinement la citoyenneté, voilà la proposition du mouvement. École de responsabilités, et mouvement d'éducation populaire, le MRJC donne aux jeunes les moyens de devenir ce qu'ils souhaitent ; de s'installer dans le monde rural et, plus globalement, de transformer la société !

Mouvement d'Eglise, le MRJC s'enracine dans l'action catholique. Ce courant se base sur une pédagogie du "Voir-Juger-Agir". Partant du principe que l'action est indissociable de la compréhension et de l'analyse des situations. S'appuyant sur la laïcité, le mouvement offre des espaces d'expression, de découverte spirituelle et de recherche de sens et invite à vivre une expérience de foi chrétienne.

Dans une logique de transformation sociale, les jeunes du MRJC agissent prioritairement sur trois leviers d'interventions privilégiés: l'agriculture, l'emploi et l'éducation. Ces leviers s'imposent par leur caractère incontournable dans la structuration de notre société et pour les jeunes ruraux.

- **L'agriculture** : est une réalité incontournable dans les logiques de développement rural. Elle concerne l'enjeu de la gestion des espaces, le défi de nourrir les hommes et la question de la transmission aux générations futures.
- **L'éducation** : est un processus essentiel pour toute personne et pour toute vie en société. C'est là que se jouent la construction de la personnes, son émancipation et son inscription dans la société, ainsi que la transmission d'une génération à une autre des valeurs essentielles de la vie en communauté et de l'apprentissage de la citoyenneté.
- **L'emploi** : est une source principale d'intégration et de la reconnaissance sociale. Il est une des bases sur lesquelles est fondée l'organisation actuelle des rapports entre les hommes.

Le MRJC c'est aussi un mouvement d'Éducation populaire qui pousse ses membres à agir auprès et avec les plus jeunes. Les outils, les pratiques et les formations (BAFA, BAFD etc.) permettent chaque année aux jeunes de prendre des responsabilités. C'est également un mouvement international car il y a partout dans le monde des jeunes qui s'engagent localement pour le développement des territoires ruraux. Au sein du Mouvement International de la Jeunesse Agricole et Rurale Catholique (MIJARC), chacun est amené à la voix de ceux qui s'investissent pour un rural d'avenir.

Contacts :

Maxime BEROGNSO, 06 85 70 56 83

Simon BESNARD, 06 80 00 17 18

www.mrjc.org

Annexes

Crise agricole : tribune des évêques de la province de Rennes

Publié le 10 février 2016

Il nous est impossible de vivre sans nourriture ! Les agriculteurs qui la produisent ont un métier particulièrement noble. Ils méritent la reconnaissance et la considération de toute la société.

Nous rencontrons souvent des agriculteurs. Ils cultivent le sol, travaillent avec le vivant, animal ou végétal. Nous sommes témoins de leur passion pour leur métier et de leurs réflexions pour mieux faire, mais aussi de leurs inquiétudes et de leurs souffrances, voire de leur colère. Pour certains, l'avenir semble bouché.

Avec notre foi en Dieu, Père et Créateur, nous sommes convaincus que les hommes ont la mission de faire fructifier la création de manière raisonnable et audacieuse.

Réunis pour réfléchir sur l'écologie, conscients qu'il est nécessaire de rechercher les enchaînements économiques adéquats dans la chaîne agro-alimentaire et la grande distribution, nous attirons l'attention sur les points suivants :

1. Les agriculteurs et leur famille ont le droit de vivre de leur travail. Dans la préoccupation trop exclusive de la productivité, on oublie souvent le bien prioritaire des familles. Il est temps d'oser penser un système économique, régional, national, européen et international, qui garantisse aux agriculteurs la possibilité de produire et de vendre leurs productions selon un juste prix. Travailler dans l'inquiétude en attendant l'octroi de subventions n'est pas satisfaisant.
2. Les agriculteurs ont le droit de choisir le modèle d'agriculture qu'ils souhaitent, pourvu qu'elle soit respectueuse de notre planète destinée à nourrir durablement toute l'humanité. Ils ont un savoir-faire qui mérite d'être partagé et écouté. Ils ont besoin d'être accompagnés sans que leur soit imposé un modèle unique. Le seul modèle qui vaille est celui qui favorise le vrai bonheur, les relations humaines authentiques, ainsi qu'une juste relation à la nature dont les riches potentialités sont complexes. C'est pourquoi recherche et agriculture ont vocation à œuvrer main dans la main pour une écologie pratique digne de notre planète.
3. La qualité de la production de nos agriculteurs n'est plus à démontrer. Ils sont appelés à travailler ensemble selon les filières de production. Il est urgent de dialoguer pour favoriser ces regroupements qui permettront une meilleure vente à l'échelle européenne et au-delà. Pour cela, une harmonisation des coûts de production est nécessaire. C'est une question de justice !
4. Les agriculteurs sont invités à retrouver les solidarités qui les unissent les uns aux autres pour éviter les isolements parfois dramatiques, et pour renforcer les mutualisations qui sont indispensables. C'est une question de survie !

Nous invitons tous les décideurs à mettre en œuvre « une croissance par la sobriété heureuse », selon le mot du pape François. Respecter la nature et respecter l'humain sont liés, insiste le Pape. C'est pourquoi l'engagement écologique passe par le respect des agriculteurs afin qu'aucun d'entre eux ne se sente plus jamais parmi « les esclaves des temps modernes » sacrifiés à l'idole de la productivité débridée alimentée par une concurrence internationale aveugle.

Fait le 9 février 2016

Mgr Pierre d'Ornellas, archevêque de Rennes, Dol et Saint-Malo

Mgr Emmanuel Delmas, évêque d'Angers

Mgr Thierry Scherrer, évêque de Laval

Mgr Yves Le Saux, évêque du Mans

Mgr Alain Castet, évêque de Luçon

Mgr Jean-Paul James, évêque de Nantes

Mgr Laurent Dognin, évêque de Quimper et Léon

Mgr Denis Moutel, évêque de Saint-Brieuc et Tréguier

Mgr Raymond Centène, évêque de Vannes

Mgr Nicolas Souchu, évêque auxiliaire de Rennes

Nous savons les passions qui peuvent naître des débats autour des questions agricoles. **Ce texte tente de porter une voix à la fois nourrie des réalités du rural, d'agriculteurs du CMR, mais aussi de nos liens avec le CCFD-Terre Solidaire, la FIMARC¹, Solidarité Paysans, et la pensée sociale de l'Eglise, en forme de réponse au sursaut appelé par le Pape François dans l'encyclique Laudato si', ainsi qu'à la crise de l'agriculture.**

Cette crise n'est pas que conjoncturelle. **Le CMR constate depuis de nombreuses années, les inégalités et incertitudes croissantes, la précarité, l'isolement, le désespoir d'agricultrices et d'agriculteurs étranglé-e-s par les dettes, la perte de sens d'un métier pourtant indispensable à la société, la multiplication des suicides.** Il convient de s'attaquer tous ensemble à ses causes profondes.

Le fonctionnement actuel de notre système de production agricole est fondé sur un principe de dérégulation qui engendre un appauvrissement du tissu rural et humain, et des atteintes aux valeurs qui nous réunissent.

L'accès de chaque homme à ce qui est nécessaire pour vivre dignement (justice sociale)

Des agriculteurs sont dépossédés de la valeur ajoutée de leur production, au profit de groupes et coopératives fournisseurs d'intrants, d'entreprises de transformation et de la grande distribution. Les petites et moyennes exploitations, bénéficiant de subventions publiques bien inférieures à celles des grandes, ne résistent pas à l'effet combiné de la volatilité des prix d'un marché dérégulé, et de l'endettement pour tenter de répondre au mot d'ordre de compétitivité. Dans le même temps, les paysans du Sud, incapables de concurrencer les importations subventionnées des pays du Nord sont contraints d'abandonner leur activité.

La participation de chacun aux décisions qui le concernent

Certaines **coopératives**, autrefois organisations de producteurs destinées à défendre leurs intérêts collectifs, se sont inscrites dans la dynamique globale de concentration et d'internationalisation des acteurs économiques, et dotées d'une organisation complexe **laissant peu de place aux adhérents pour participer aux décisions qui les concernent**.

La destination universelle des biens et le respect des biens communs : la terre, l'eau, l'air...

Le fonctionnement des outils de régulation de la politique foncière (SAFER...) est régulièrement détourné par les lobbies locaux ou nationaux, conduisant à un agrandissement incontrôlé des structures, et constituant un obstacle souvent insurmontable à l'installation de jeunes agriculteurs. La privatisation du vivant par les brevets sur les semences et séquences génétiques prive les agriculteurs de leur droit ancestral à réutiliser leurs semences et réduit la biodiversité. La persévérence à développer des systèmes agricoles fondés sur des modèles scientifiques et économiques obsolètes² appauvrit la vie des sols, la biodiversité, et génère d'importantes pollutions qui touchent en premier lieu les agriculteurs.

Le respect de la dignité de chaque homme

Des exploitations intégrées au marché mondial aux petites fermes autonomes, il y a des agriculteurs heureux. Mais, comme nous le rappellent les manifestations de colère mais surtout la multiplication des drames humains et l'accroissement du taux de suicides, beaucoup ne le sont pas. **La précarité qui touche les agriculteurs aujourd'hui est sans précédent. Ceux qui produisent à perte doivent vivre avec la conscience de travailler dur pour moins que rien. La pensée sociale de l'Église nous incite à agir en priorité aux côtés des plus fragiles. Or ceux-ci ne sont pas ceux que l'on entend exprimer leur ras-le-bol au journal télévisé, pas plus qu'ils ne seront présents au salon de l'agriculture.**

¹ Fédération internationale des mouvements d'adultes ruraux catholiques

² Dépendance aux énergies fossiles, faible résilience face au changement climatique...

Ce que nous proposons : bâtir ensemble une éthique pour une culture agricole et rurale soucieuse de la gestion du milieu vivant pour le bien de l'humanité, dans le respect du bien commun, de sa richesse et sa diversité

Nous partageons les orientations de l'encyclique Laudato Si' en vue d'une société socialement équitable, attentive à la dignité de tous et respectueuse de la terre, «notre maison commune». Répondre à son appel implique un changement de cap, dans lequel l'agriculture et le monde rural ont un rôle fondamental à jouer.

Pour cela, le CMR en appelle à la responsabilité :

Des consommatrices et consommateurs que nous sommes tous, pour nous interroger sur les conséquences de nos façons de consommer sur les producteurs d'ici, d'ailleurs, et sur la nature.

Des agricultrices et agriculteurs pour s'interroger sur les conséquences de leurs façons de produire, de valoriser et de vendre, sur les autres et sur la nature.

Des organisations agricoles et para-agricoles pour mettre en place des moyens humains pour accompagner les agriculteurs dans le changement de leurs pratiques culturelles.

Des organisations coopératives en particulier, pour retrouver le sens de la solidarité qui les a fait naître, redonner une vraie place aux producteurs, et les soutenir dans le développement de nouvelles formes de coopération leur permettant de se réapproprier leur outil de travail et de retrouver de l'autonomie dans leurs choix.

Des transformateurs et distributeurs pour rendre à leurs fournisseurs la part de la valeur ajoutée qui leur revient (prix juste).

Des pouvoirs publics pour assumer le rôle de régulateur garant du bien commun qui leur incombe, notamment par la mise en place d'outils d'ajustement de la production permettant une juste rémunération des producteurs, une politique foncière basée sur le reconnaissance du sol comme bien commun, un soutien à l'installation des jeunes et une fiscalité favorisant l'emploi plutôt que la capitalisation des biens, un soutien à une commercialisation en circuits courts favorable à la viabilité du territoire.

De la société civile qui a un rôle à jouer pour inciter et soutenir les pouvoirs publics à agir en ce sens et **expérimenter de nouveaux systèmes de production, de transformation et de commercialisation à taille humaine, soucieux d'offrir des conditions de travail dignes et épanouissantes à ceux qui en vivent, de faire alliance avec la nature plutôt que de l'exploiter, de contribuer au vivre-ensemble de chacun-e sur le territoire.**

TEXTES DE REFERENCE :

« POUR UNE ETHIQUE AGRICOLE ET RURALE », CMR, 2015

« LES CHEMINS DES POSSIBLES. PROPOSITIONS D'ENGAGEMENT », AGIR EN RURAL N°101, 2015



Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne : notre regard sur la crise agricole

Pilier de l'économie des territoires ruraux, l'agriculture sous toutes ses formes est aujourd'hui en crise : aviculture, bovins laitiers et allaitants, porcins, ovins... Ces crises s'ajoutent à des plaies anciennes nées de la dérégulation du marché. De multiples facteurs créent une crise multiforme. Avec le MRJC, en tant que mouvement de jeunes des territoires ruraux, nous assurons le monde agricole de notre pleine solidarité dans cette nouvelle crise.

Cette solidarité prend des formes très concrètes : par exemple, l'été dernier nous avons organisé un camp d'été de 350 jeunes où tous les produits d'origine animale, les légumes et certaines céréales ont été achetés à des producteurs locaux et rémunérés de manière juste ceux-ci. A travers cette expérimentation, nous voulons remettre du sens dans nos actes alimentaires et créer un lien nouveau entre les producteurs et les citoyens.

Mais ne nous voilons pas la face, cette situation est le fruit de causes structurelles auxquelles il faut s'attaquer.

La première est l'abandon de régulation du marché par l'Union Européenne lors des différentes réformes de la PAC, notamment avec la suppression des quotas laitiers récemment. Cette foi aveugle dans le marché n'est absolument pas compatible avec l'élevage. Il est urgent que les acteurs européens ouvrent les yeux et remettent de la solidarité dans les rouages de la politique agricole. Afin de ne pas déréguler encore plus l'agriculture, il est important d'arrêter les négociations sur le TAFTA.

Profitant de la situation de dérégulation, le secteur de la grande distribution tire à la baisse sur les prix, non seulement à l'achat, mais également à la vente. Cette situation d'oligopole du secteur de la distribution rend la contractualisation « équitable » quasi-illusoire.

Enfin il faut s'attaquer au fort taux d'endettement des exploitations agricoles. Ce tabou doit sauter : pressées par les industriels pour faire des volumes et par les plans de modernisation, les exploitations ont vu leur endettement exploser, ce qui limite d'autant leurs marges de manœuvre. Pourtant les stratégies de croissance indéfinie des exploitations ont montré leurs limites comme le prouve une étude menée récemment par le CER sur le bassin Maine-Anjou. D'autres stratégies basées sur l'autonomie alimentaire et des systèmes économiques sont possibles : il faut que l'on s'intéresse plus aux coûts de production. Cette période de crise est une bonne occasion pour interroger le modèle de production et la teneur des investissements.

Nous invitons tous les citoyens à être des consommateurs faisant preuve de solidarité avec les éleveurs dans cette situation tendue. Nous interpellons également la profession agricole et les pouvoirs publics à des décisions qui s'attaquent à la dérégulation des marchés plutôt que de faire un énième plan de modernisation et de compétitivité qui se traduirait forcément par une industrialisation du secteur au dépend de la qualité de la production et de l'emploi.

La crise agricole nous rappelle avec force que les enjeux macroéconomiques, politiques et agricoles sont liés. Elle nous invite à repenser en profondeur les rapports entre les peuples. Cela doit nous amener à débattre producteurs et consommateurs sur le modèle d'agriculture que nous souhaitons et sur les filières que nous voulons construire. Ne ratons pas le coche, car tout est lié !

Pour que les agriculteurs puissent vivre et travailler dignement au pays

Depuis le 20 janvier, les agriculteurs mènent des actions de blocage sur les routes en France. Initiées dans les Côtes d'Armor, ces manifestations expriment des désarrois profonds, liés à l'absence de perspectives d'avenir, aux détresses humaines (isolement, précarité, désespoir) qu'engendrent les dettes et la perte de sens d'un métier pourtant indispensable à la société.

Nous, MRJC 22, CMR 22 - mouvements acteurs du monde rural - et CCFD-Terre Solidaire 22 comprenons cette colère de producteurs pris en étau entre l'injonction à produire dans un système économique qui reste basé sur les volumes avec peu de valeur ajoutée, des intermédiaires dominants et les attentes de citoyens-consommateurs majoritairement éloignés des réalités agricoles.

La répétition de ces événements et leur extension à diverses filières de production montrent que la crise n'est pas (ou plus) conjoncturelle. C'est donc un modèle de développement agricole, et plus largement rural, qu'il faut changer !

Nos mouvements soutiennent une agriculture locale, soucieuse de l'Homme, de son environnement et des territoires, en solidarité avec les paysans du Sud. En conséquence, nous partageons certaines revendications actuelles des agriculteurs.

- Au sujet de la répartition de la valeur ajoutée et donc de la rémunération des agriculteurs : nous défendons l'équité et remettons en cause le peu de poids laissé aux agriculteurs dans les décisions de leurs coopératives, ou face aux transformateurs et distributeurs.

- Au sujet des régulations de marchés : soucieux de ne pas laisser les intérêts d'un petit nombre primer sur le bien commun, nous souhaitons une régulation des marchés. Nous ne pouvons soutenir un modèle agricole basé uniquement sur une logique d'exportation de nos produits, car il contribue à la déstabilisation des agricultures là-bas, et il rend les agriculteurs d'ici tributaires d'une conjoncture trop fluctuante pour assurer un revenu durable.

- Au sujet d'une harmonisation des normes écologiques et sociales au niveau européen : dans le cadre d'un développement équitable entre les peuples pour une véritable souveraineté alimentaire, nous portons le projet d'une harmonisation de ces normes à un niveau international... à condition que cela se fasse par le haut et non par la course au moins disant social et écologique comme cela se produit actuellement.

- Au sujet de l'origine des produits qu'ils soient frais ou transformés : dans le cadre d'une agriculture durable pour l'ensemble de l'humanité et son environnement, nous défendons la consommation de produits locaux issus d'une agriculture s'appuyant au maximum sur les ressources locales, tant humaines qu'environnementales, dans une logique de durabilité sur l'ensemble de planète. Ainsi, nous ne pouvons soutenir un modèle bâti sur l'importation de soja pour nourrir les animaux français, qui détruit les agricultures et le tissu social rural ici et là-bas tout en amplifiant les dérèglements climatiques.

Nous, mouvements acteurs du monde rural, continuerons à apporter notre soutien à une agriculture locale par des actions concrètes sur le terrain : alimentation locale dans nos séjours éducatifs et nos activités de formation, formations et animations concernant l'alimentation et l'installation, interventions dans les établissements de formation agricoles, sensibilisation des élus en responsabilités de l'alimentation, de la santé et de l'équilibre social sur leurs territoires et sensibilisation des consommateurs.

Nous, mouvements acteurs du monde rural, souhaitons, à l'instar de ce qui s'est fait dans les années 1960, une remise à plat de la politique agricole en France afin de redéfinir son modèle de développement. Nous appelons donc les responsables politiques nationaux à l'organisation d'états généraux de l'agriculture définissant un modèle de développement durable pour l'humanité et son environnement permettant aux producteurs de vivre dignement !

Contact : MRJC 22 – tregorgoelo@mrjc.org / CMR 22 – gl-cmr22-secretaire@orange.fr / CCFD-TS 22 - ccfd22@ccfd.asso.fr

Un acteur de "Solidarité-Paysans"

*Témoignage d'un agriculteur à un évêque :
Mgr Philippe Mousset, évêque de Périgueux et Sarlat*

D'abord vous dire d'où je parle : J'ai été 28 ans producteur de lait en GAEC avec mon frère dans la ferme familiale dans le Pas de Calais. J'ai été aussi durant 20 ans administrateur d'une coopérative laitière collectant 50 % du lait du Pas de Calais et qui mise sur l'exportation de poudre de lait pour valoriser le lait collecté. Depuis 7 ans, j'ai « quitté » (peut-on le quitter vraiment ?) le métier d'agriculteur et je suis devenu salarié d'une association adhérente du réseau « Solidarité paysans ». Ce réseau national, né il y a plus de 20 ans d'une collaboration entre le CMR et la confédération paysanne, a pour raison d'être, l'accompagnement des agriculteurs qui connaissent des difficultés pour qu'ils puissent continuer à vivre dignement de leur activité.

Je suis par ailleurs, membre de la commission « agris » du CMR du Pas de Calais et aussi du réseau national « Agriculture et alimentation » du CMR.

J'ai aussi participé à des voyages d'immersion et de partenariat au Mali au titre de mon engagement au CCFD.

Je représente le CMR au Carrefour de l'Église en Rural (CER).

Par ailleurs j'adhère tout à fait au communiqué du MRJC, CMR et CCFD du département des Côtes d'Armor qui vous a, je pense été transmis. Ce que j'écris vient en complément.

Je désire commencer par vous dire que ce que je vous écris, est partiel (je ne sais pas tout loin de là) partial (un parcours comme le mien laisse des traces et des convictions fortes) et provisoire (les événements et les rencontres m'amèneront peut-être à faire évoluer mon analyse).

La crise actuelle est profonde pour la production laitière, bovine et porcine. Dans cette crise comme dans les autres crises, ce sont les plus fragiles qui sont les plus touchés. Cette crise s'explique par les mesures de dérégulation (arrêt des quotas laitiers depuis 2015) mais aussi par les aléas de la mondialisation (blocus de la Russie, croissance chinoise en berne, spéculation financière sur les matières premières etc...). A ce jeu, il me semble important de dire que le prix des produits dépend essentiellement des marchés internationaux alors que les produits sont en très grosse partie, vendus sur les marchés nationaux et même locaux. Il est important de comprendre ce mécanisme car il explique la plus grande fluctuation des prix depuis une dizaine d'année. Les années 80 et 90 ont été des années à très faible fluctuation des prix agricoles. Aujourd'hui les variations peuvent être très importantes d'un mois sur l'autre. C'est à cette variabilité importante que les producteurs sont confrontés. Mais quand les prix sont bas de façon durable comme c'est le cas depuis 18 mois, ce n'est plus une crise, c'est un massacre des plus fragiles.

Un plan d'aide à l'élevage a permis de garder les campagnes assez calme jusque fin janvier. Les sommes distribuées sont des gouttes d'eau dans l'océan du manque à gagner que représente la baisse des cours. Pourtant ces sommes représentent plusieurs dizaine de millions d'euro d'argent public. Jusqu'où vont pouvoir aller les pouvoirs publics dans le soutien aux éleveurs ? D'autant plus que l'Europe surveille et encadre ces aides directes.

J'ai participé aux rencontres de cellule d'urgence pour l'élevage, organisées à l'automne 2015 par la préfecture de mon département. Les élus syndicaux viennent dire leurs inquiétudes bien sûr mais aussi y apportent des visions très divergentes de l'avenir de la profession.

Pour certains, au nom de la compétitivité, cette crise est l'occasion de restructurer l'agriculture. il ne faut donc aider que les agriculteurs performants qui seront encore là dans l'avenir. C'est une façon « diplomatique » de dire que c'est l'occasion de faire le ménage et d'éliminer tous les « losers ». Il propose un plan social massif qui ne dit pas son nom....

Pour d'autres, chaque producteur, chaque éleveur compte et les aides doivent d'abord être attribuées à celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Ces deux visions existent dans le paysage syndical aujourd'hui avec bien sûr des nuances. Il me semble important d'en être conscient.

La crise est l'occasion pour beaucoup de paysans de réaffirmer leur opposition à toutes les mesures agro-environnementales qui viennent les pénaliser et les freiner dans leur compétitivité. Pas une rencontre sans que l'on entende « haro » sur l'écologie et les « technocrates » qui pondent des mesures contraignantes.

Depuis 50 ans, le monde agricole est imprégné par l'idéologie du toujours plus. L'avenir passe par l'augmentation des rendements et l'agrandissement des exploitations pour gagner en productivité et affronter les marchés mondiaux qui s'offrent à nous.

Lorsque des personnes osent remettre en cause ce modèle en mettant en avant les risques pour l'environnement, les réponses sont souvent de plusieurs niveaux :

- On n'arrête pas le progrès et la science a toujours permis de progresser... (Apologie de la modernité)
- Nous ne pouvons faire autrement car la cohérence de ce modèle est basée sur l'utilisation des intrants. Il n'y a pas d'alternatives pour nous.
- D'autres productions sont polluantes et il n'y a pas de raison pour nous accuser plus que les autres.
- Le consommateur nous demande des produits bon marché, c'est grâce à nous qu'ils les obtiennent.
- Les modèles alternatifs de production, nous mèneront à la famine.
- Heureusement que nous sommes là pour produire et nourrir les habitants des zones défavorisées.

Toutes ces réponses viennent nourrir l'idée que l'on n'a pas le choix : il faut continuer ainsi. Cependant, la principale cause de résistance, me semble être d'ordre culturel. Le changement de mode de production est culturellement très compliqué dans les têtes. Les mesures agro-environnementales sont des contraintes subies qui ne sont que rarement vécues comme une évolution positive.

Comment faire pour que les agriculteurs eux même deviennent les acteurs des changements nécessaires ?

C'est une question très importante. **Il n'y aura pas de changement en profondeur sans l'adhésion des agriculteurs eux-même**

Des signes d'espérances :

Des projets innovants voient le jour chaque jour. Les jeunes générations ont mieux perçu les enjeux d'avenir et s'orientent vers des nouveaux modèles de production. Cela reste « marginal » mais cela risque de se multiplier dans l'avenir. Le réseau des colibris, le développement des AMAP, les prises de conscience des consommateurs, le mouvement de Pierre Rabhi etc. sont des signes positifs d'une agriculture qui change.

L'encyclique de François « Laudato Si » a été pour les chrétiens et bien plus largement, un événement fondateur. Des groupes de réflexion se sont appropriés le texte et ont exprimé autour d'eux la pertinence de cette encyclique. Cela crée du débat et c'est une bonne nouvelle pour celles et ceux qui depuis longtemps criaient dans le désert.

« **Laudato Si** » est une parole d'encouragement pour tous ceux qui désire changer leur mode de production et de vie. Il existe de fortes résistances à cette évolution.

Merci de relayer au salon de l'agriculture, ces paroles d'encouragement....

Avec ma respectueuse amitié.

Xavier Bonvoisin.